

**Dissuader impose d'avoir une idée claire de nos intérêts fondamentaux et de fixer les lignes rouges que nous ne voulons pas que nos adversaires potentiels franchissent. Comme nous le démontre le général (2S) Bertrand Boyard cet exercice n'est pas si trivial et nécessite que nous soyons proactifs.**

En première approche, les intérêts fondamentaux de la Nation sont définis par le Code pénal : les intérêts fondamentaux de la nation s'entendent au sens du présent titre de son indépendance, de l'intégrité de son territoire, de sa sécurité, de la forme républicaine de ses institutions, des moyens de sa défense et de sa diplomatie, de la sauvegarde de sa population en France et l'étranger, de l'équilibre de son milieu naturel et de son environnement et des éléments essentiels de son potentiel scientifique et économique et de son patrimoine culturel.

Dans une vision classique et clausewitzienne, l'état de guerre se distingue de celui de paix par le franchissement d'un seuil, souvent celui d'une déclaration de guerre, ou au moins d'une attaque surprise qui marque, de fait, l'entrée en guerre (Pearl Harbor). Notre réflexion et notre compréhension stratégique s'articulent donc logiquement autour de ces seuils, franchis ou pas : c'est le *continuum* paix-crise-guerre qui sous-tendait encore récemment les travaux de doctrine militaire en France. La stratégie de dissuasion nucléaire est tout aussi logiquement pensée à partir de ces seuils.

Or, nous constatons aujourd'hui que certaines puissances expriment leur ambition dans le champ politique et militaire en jouant à la fois sur le fait accompli et sur l'ambiguïté, ce qui n'est d'ailleurs pas sans rappeler les procédés de l'Allemagne hitlérienne avant 1939. L'hybridité ainsi obtenue contourne les seuils que nous nous étions fixés. Comme l'armée de Terre l'a identifié, la logique de nos adversaires est désormais celle d'une compétition permanente, régulièrement émaillée de contestations ciblées, au risque assumé de déclencher des confrontations armées. Ils évaluent que la faiblesse des enjeux ne justifiera pas la décision d'une conflagration majeure. Il est intéressant d'observer que cette approche vaut aussi bien pour les relations tendues que ces États agressifs entretiennent les uns avec les autres comme lorsque la défense aérienne turque abat un chasseur russe ou dans le cadre de leurs relations avec les puissances occidentales, comme les intimidations répétées à l'encontre de nos navires. Nos adversaires du moment opèrent en continu, sous le seuil de la guerre.

Nous ne sommes donc plus seulement confrontés à la gestion de crises et à la préparation d'une guerre toujours possible, mais nous devons retrouver une certaine liberté d'action, probablement en nous (ré)appropriant une capacité de gesticulation et de déception, en modulant escalades vers la haute intensité et désescalades, afin de contraindre nos compétiteurs à renoncer à leur politique du fait accompli et à leurs provocations.

Pour contrer leurs procédés hybrides, nous devons donc être capables de les contraindre, sous le seuil de l'affrontement armé, et nous aussi, de jouer sur la palette de la contestation. La technologie, la transparence du champ de bataille et les capacités de frappes à distance sont certes nécessaires, mais elles ne suffisent pas. Nous devons être capables de dissuader très tôt nos compétiteurs stratégiques. Une telle capacité n'est atteignable qu'avec des forces terrestres qui préemptent les possibles contestations en occupant le terrain. Il nous faudra aussi être plus actif dans les champs immatériels. Notre ligne stratégique sera nécessairement faite de choix et de renoncements, et devra impliquer des volumes suffisants de forces

terrestres bien équipées, avec des matériels adaptés, pour pouvoir les déployer là où nous ne voulons pas laisser l'initiative aux potentiels adversaires.

C'est typiquement ce qui est déjà réalisé par le dispositif « *enhanced Forward Presence* » (opération LYNX) dans les États baltes, ou qui pourrait l'être à l'avenir par celui de la « *tailored Forward Presence* » en Roumanie, pour en rester au cadre de l'OTAN.

De même le dispositif pré-positionné outre-mer et à l'étranger constitue une ossature, avec laquelle il est possible de conduire des manœuvres de dissuasion.

Nos adversaires contournent notre supériorité en « *tangentant* » en permanence les seuils, voire en les floutant et ne les franchissant que dans la certitude de notre absence de réaction a posteriori. Là où nous voudrions contrer leurs agissements, nous pourrions très vraisemblablement les en dissuader en recourant à des engagements préemptifs, au sol, d'unités aguerries et bien équipées.